

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en-3644>



Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2018 - N° 1198 - juin 2018 -

Date de mise en ligne : dimanche 2 décembre 2018

Date de parution : juin 2018

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sommaire

- [Propos sur la violence](#)
- [Chiffres sur le pognon](#)

Propos sur la violence

Le gouvernement a considérablement accéléré le démantèlement des services publics et son mépris envers ceux qui ont le courage de vouloir le défendre apparaît, à l'évidence, comme une provocation, cause de violences.

Dans notre précédent numéro, nous avons cité Hervé Kempf qui cherchait la raison pour laquelle une armée a été envoyée contre les zadistes de Notre-Dame des Landes. Un lecteur nous reproche d'avoir "pris parti" : en effet, nous estimons que, dans une démocratie, le débat, aussi long et difficile soit-il, doit être préféré à de telles répressions.

N'y a-t-il plus d'autre moyen pour se faire entendre que celui employé par le personnel du centre hospitalier de Rouvray : se laisser mourir de faim ?

Alors, après H. Kempf, citons Frédéric Lordon : « Ainsi nous en sommes là ? Il faut maintenant mettre en jeu son intégrité physique, ou comme dans le film En guerre de Stéphane Brizé sa vie même, pour obtenir des pouvoirs qu'ils écoutent ? Que les gens qui soignent le mal en soient conduits à choisir de se faire du mal pour pouvoir faire convenablement leur métier, et d'abord pour être simplement entendus, c'est le signe d'une tyrannie oligarchique qui ne peut elle-même que mal finir. En attendant, ce sont les gens qui finissent mal. En tout cas quand ils se laissent maltraiter isolément. Mais au centre hospitalier du Rouvray, comme dans beaucoup d'autres endroits, la lutte s'organise : elle change d'âme quand elle devient collective. Sauf à ceux qui ne veulent pas voir, la forme qu'elle s'est choisie montre assez dans quel sens va la violence, d'où à où. Elle fait voir qui produit et qui détruit. Qui fait le travail et qui bousille les conditions du travail. Qui soigne les gens et qui abîme les gens qui soignent les gens. Pour tous ceux qui ne sont pas soignants mais sont dans la lutte, la lutte des soignants est doublement exemplaire : elle l'est en elle-même, par la force de son exemple, mais elle l'est aussi parce que le métier de soignant est l'un des plus respectés et des plus légitimes dans la société. C'est pourquoi la lutte des soignants, d'une certaine manière, prête sa propre légitimité à tous ceux qui luttent en parallèle à eux et avec eux. C'est donc peu dire que nous devrions tous être attentifs à ce qui se passe au Rouvray, mais aussi dans tous les hôpitaux et les Ephad, où d'autres luttes admirables ont lieu. On ne sait pas trop comment s'y prendre, mais on voudrait pouvoir leur dire à tous, ici spécialement à ceux et celles du Rouvray, que nous les regardons, que nous les admirons, et que nous savons ce que nous leur devons. Nous voyons leur lutte comme les nôtres. On ose à peine, car en entrant dans la grève de la faim, ce sont eux qui payent de leur personne et pas nous, mais nous voudrions leur dire, un peu contradictoirement sans doute : prenez soin de vous et tenez bon ! »

Chiffres sur le pognon

« On met un pognon de dingue dans les minima sociaux » vient de dire textuellement notre tout puissant Président. Nous avons donc cherché des chiffres pour voir si c'est dans des aides sociales injustifiées que l'État fait des dépenses « inutiles et inefficaces ».

" RSA pour une personne seule : 550,93 euros par mois.

" Estimation du coût de la "fraude sociale" par les services de l'État : 4 milliards d'euros par an, dont 350 millions d'euros de fraude aux seules prestations sociales.

À comparer aux 12 milliards qui ne sont pas réclamés par leurs ayants droits (entraves de toutes natures...) : une personne éligible sur deux ignore ses droits ou y renonce.

" Fraude des patrons aux cotisations sociales : estimée à 25 milliards.

" Rentrés fiscaux qui manquent en raison de l'évasion fiscale : près de 100 milliards selon les dernières évaluations.

[Rappel : pour "sauver" les banques les États européens ont "trouvé" 4.500 milliards.]

La commande passée par M. et Mme Macron d'un nouveau service de vaisselle pour les dîners officiels prouve-t-elle que l'État fait aussi des dépenses à la fois modes-tes et utiles ?

L'Élysée a justifié cette commande, dont le coût est pris en charge par la Manufacture de Sèvres qui est subventionnée par l'État.

La rémunération des artistes travaillant à la décoration de ce service est estimée, par Le Journal du Dimanche, à 50.000 euros. Pour diriger cette décoration, Brigitte Macron a choisi Evariste Richer, qui a prévu de s'inspirer d'un plan du palais sous la IIIe République et de baptiser le service "Bleu Élysée", en écho au fameux bleu de Sèvres.

[Rappelons que la Manufacture de Sèvres a été créée par Louis XV sous l'impulsion de sa favorite, Mme de Pompadour, pour être « le symbole d'un art de vivre à la française », et qu'elle a servi tous les régimes politiques, la Royauté, l'Empire et la République. Le dernier service avait été commandé par le couple Sarkozy, les Macron s'inscrivent ainsi dans la tradition...]

Le service "Bleu Élysée" comportera 1 200 pièces, sa production va s'échelonner sur trois ans, avec une première livraison de 300 pièces prévue dès la fin de cette année.

Le montant de cette dépense indispensable n'ayant pas été révélé, il fait l'objet d'une controverse. Se référant aux tarifs de la Manufacture, Le Canard Enchaîné a estimé que "la douloureuse" pourrait dépasser le demi-million. Mais la directrice générale de la Cité de la céramique Sèvres et Limoges, qui supervise le projet, affirme « On ne peut comparer les tarifs publics et les commandes de l'État. » ??